

Welfare State Luxembourg 2.0 (vue d'ensemble)

Sachie Mizohata et Raynald Jadoul

En résumé

Inscrite dans l'Accord de Coalition 2018-23, la lutte contre la pauvreté est un défi clé du Luxembourg. Ce document présente une solution viable à ce défi : une nouvelle économie durable complémentaire à la dynamique économique actuelle. Cette nouvelle économie propose de faire un meilleur usage des dispositifs d'aide sociale par le renfort d'un système de coupons digitaux appelé le "Coupon Capable" (ou CC pour "Capability Coupon"). Ce projet requiert l'adaptation des processus d'aide sociale, des politiques en faveur de l'engagement collectif et de l'éducation. Les objectifs sont 1) d'améliorer le standard de vie des démunis, 2) d'accroître pour tous le champ des possibles et les aptitudes favorisant la mobilité et l'inclusion sociales et 3) de sécuriser des services économiquement viables et locaux tout en gardant la dépense publique sous contrôle.

mots-clés: antifragilité, capacités, libertés, réduction de la pauvreté, qualité de vie, relocaliser, solidarité, durabilité, assistance sociale, changement climatique, transition énergétique.

1. Introduction

Par l'Accord de Coalition 2018-23, le Gouvernement inscrit la lutte contre la pauvreté au Luxembourg dans ses objectifs.¹ Pourtant, en dépit de l'action publique, aucune réduction majeure de la pauvreté ne figure dans les données nationales les plus récentes. Au contraire, avec un taux passant de 16,5 à 18,7 pourcents entre 2016 et 2017, le risque de pauvreté est le plus élevé de ces 20 dernières années.² Pour assurer la viabilité de l'engagement gouvernemental sur la réduction de la pauvreté, nous proposons l'adoption d'une autre approche : construire un système économique complémentaire (en anglais CES pour *complementary economic system*) qui diffère du système économique standard (SES). Via le CES, le Luxembourg pourra faire un meilleur usage de ses programmes d'aide sociale en les étayant avec un système de coupons appelé le "Coupon Capable" (ou CC pour "Capability Coupon"). Ce projet requiert d'adapter les processus liés à l'assistance sociale pour les besoins des générations présentes et à venir.

Donc, les objectifs du système proposé sont:

1. d'améliorer les conditions de vie des pauvres et de ceux qui survivent au seuil de la pauvreté ;
2. d'accroître la qualité de vie d'un plus grand nombre d'individus, en particulier le champ des possibilités qui leur sont offertes et qui favorisent l'inclusion et la cohésion sociales ; et
3. de fournir de l'aide sociale et des services *financièrement viables* et *locaux* soutenus par une régulation adéquate qui garantisse l'effort de la dépense publique en la maintenant sous contrôle.

Le Luxembourg est bien équipé pour créer un système économique complémentaire. Ses avantages sont :

- une culture d'ouverture et de liberté d'expérimenter ;
- la capacité du Gouvernement à tenir ses engagements politiques de réduction de la pauvreté ;
- un pays limité en taille (et inertie) arborant des finances publiques solides ;³
- des experts qualifiés en *human development*, *welfare*, et *sociotechnology* ;⁴ et
- un élan du public et du politique appelant à une économie plus "verte".

1 Le gouvernement Luxembourgeois (les partis de la coalition DP, LSAP et déi gréng). 2018. "Accord de coalition 2018-2023." <<https://gouvernement.lu/fr/publications/accord-coalition/2018-2023.html>>

2 Chambre des salariés. 2019. "Panorama social 2019." <<https://www.csl.lu/bibliotheque/publications/e8641e0935.pdf>>

3 Le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg. Ministère des finances. 2018. "19^e actualisation du Programme de Stabilité et de Croissance du Grand-Duché de Luxembourg 2018-2022." <<https://budget.public.lu/dam-assets/lb/budget2018/links-dokumenter/avril/1-psc-2018-projet.pdf>>

4 Quoique peu connu, le Luxembourg possède l'expertise nécessaire en informatique, sécurité et gestion d'infrastructures TIC d'envergure pour concevoir et opérer des systèmes ambitieux. Notamment, certains experts sont crédités du design visionnaire et du développement de plates-formes de classe internationale telles que PISA et PIAAC pour l'OCDE.

Améliorer la protection sociale est donc *parfaitement* possible. Les ressources humaines et financières du Grand-Duché sont des avantages significatifs pour implémenter un tel système qui, sous réserve de conditions favorables,⁵ peut être produit en un temps raisonnable (en terme de mandat politique).

L'objectif n'est pas ici de présenter une analyse de la pauvreté mais plutôt une approche concrète de la protection contre la pauvreté au Luxembourg. Le CES peut ouvrir des pistes pour solutionner des problèmes sociaux complexes allant bien au-delà de la pauvreté et de la redistribution sociale.⁶

Dans les sections suivantes, nous abordons brièvement les idées de base du Capability Coupon, nous expliquons comment le système de Capability Coupon est conçu et pour qui, et comment il renforce la sécurité sociale. Enfin, nous énumérerons les freins et gains attendus à l'adoption d'un tel système.

2. Aménagement et Progrès de la Protection Sociale

2.1 Fondations Théoriques

Le nom de notre système, le *Capability Coupon* (CC), s'inspire de la *Capability Approach* (CA) dont le pionnier est Amartya Sen, économiste, philosophe et lauréat du Prix Nobel. L'idée de "capabilité" (à ne pas confondre avec "capacité") est centrée sur le champ des libertés dont les gens peuvent profiter pour mener le type de vie auquel ils accordent de la valeur. Le focus est donc mis sur l'évaluation de ce que les gens sont capables de faire ou d'être. De plus, l'idée de construire un système économique complémentaire pour le Luxembourg est alignée sur la notion d'*antifragilité*⁷ (antonyme de fragilité) développée par le *risk analyst* Nassim Nicholas Taleb. Nous puisons aussi dans les idées et expériences de beaucoup d'autres, en particulier Herman Daly qui est largement reconnu pour sa contribution à l'économie écologique et au développement de l'Indice de Bien Être Durable et Bernard Lietaer, un des principaux architectes de l'euro et un spécialiste des systèmes monétaires. Voyons comment aborder le problème de la pauvreté.

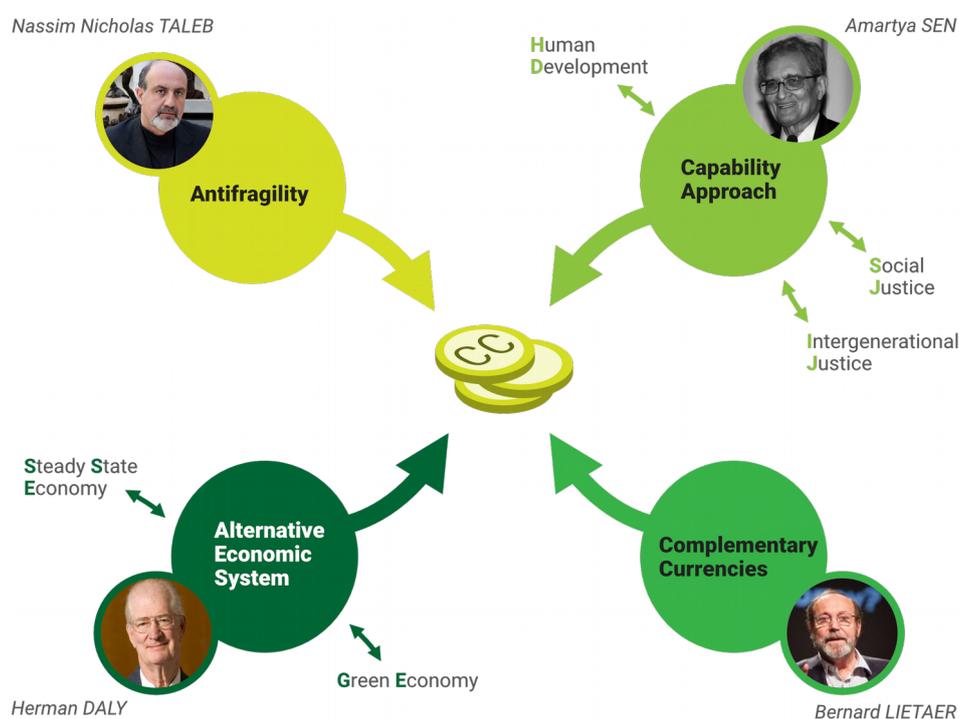


Fig. 1. Fondations Théoriques du Système de Capability Coupons

5 Par "conditions favorables", nous entendons un budget adéquat, une équipe travaillant avec un bon degré d'autonomie professionnelle (mais responsable et auditable), un environnement de travail propice, sans lourdeurs administratives, etc.

6 Pour plus de détails, voir notre rapport "Welfare State Luxembourg 2.0 (a work in progress)" disponible sur demande.

7 Taleb, Nassim Nicholas. 2012. *Antifragile. Things That Gain from Disorder*. New York: Random House.

2.2 Comment Aborder et Résoudre le Problème de la Pauvreté

Les échecs répétés de notre système économique standard et du système monétaire ne facilitent en rien l'endiguement de la pauvreté. Quand les banques privées capotent, il s'ensuit de graves manquements en termes de services sociaux. Ha-Joon Chang nous le rappelle : "Hélas ... notre système financier est devenu une force négative. Nos sociétés de financement sont devenues très bonnes à générer de gros profits pour elles-mêmes au prix de la création de bulles d'actifs dont elles masquent la *non-durabilité* au travers du pooling, du structuring et d'autres techniques. Quand la bulle éclate, ces firmes utilisent adroitement leur poids économique et leur influence politique pour obtenir des fonds de sauvetage et des subsides issus du trésor public qui doit alors être renfloué par le public via des hausses d'impôts et des coupes dans les dépenses [italique ajouté]."⁸ Alors que des nations sont amenées à s'endetter encore plus, avec des conséquences à long terme désastreuses, le secteur en question reste impuni, "en dépit de l'incompétence, de l'incurie et du cynisme de l'industrie que cela a révélé."⁹

Cela conduit à la problématique de l'enrichissement. Joseph Stiglitz soutient que: "Pour le dire sans détour, il y a deux façons de s'enrichir : en créant de la richesse ou en la prenant à d'autres. La première apporte à la société. La dernière typiquement en soustrait."¹⁰ Donc, les pratiques prédatrices (de ceux qui prennent) doivent être empêchées alors que l'authentique création de richesse (de ceux qui apportent) doit être soutenue et récompensée pour assurer l'équité et la justice pour tous.

Le changement climatique est un des problèmes menaçant l'humanité. À l'aune de cette urgence climatique, l'économie respectueuse de l'environnement se doit de prendre en considération la sûreté de l'approvisionnement en eau et nourriture, la production locale d'énergie décarbonée, la sécurisation de main d'oeuvre et de compétences locales, et la promotion d'une consommation locavore pour prévenir la pauvreté. Cela remet au centre de nos préoccupations immédiates les activités et les secteurs économiques locaux (p.ex. les fermes familiales écologiques, les marchés paysans, les banques de graines), la logistique afférente et l'éducation du public pour l'engager dans un mode de vie alliant durabilité et prospérité. C'est ce que nous appelons être économiquement *et* écologiquement responsable ou "éco-responsable", soit un comportement aboutissant à l'expansion des capacités humaines et du bien-être.

Comme nous l'avons vu par le passé, l'argent devient inutile en cas d'effondrement économique. En effet, l'argent n'a pas de valeur intrinsèque; sa valeur apparaît à l'échange de biens et de services et quand il traduit une amélioration du bien-être et des capacités de la société. Ainsi, comment aborder la protection contre la pauvreté dans la perspective du changement climatique ? Comment urgemment faire bouger les choses en termes de visions sociales servant une antifragilité et des capacités accrues et durables, tout en gardant à l'esprit que la finance, l'économie et l'écosystème sont tous liés et interdépendants ? De notre point de vue, la réponse réside dans la création d'un système économique complémentaire (en anglais CES pour *complementary economic system*) qui ajoute de la richesse à notre société et diffère suffisamment du système économique standard (SES) pour en éviter les défauts.

Basé sur des technologies innovantes, le Capability Coupon (CC) est un système offrant un moyen de diversification économique au service des capacités humaines et de l'inclusion sociale et économique de ceux qui, en particulier, vivent au seuil du sans-abrisme et ne peuvent assurer leurs besoins de base.

Dans le CES, une transaction s'opère en CC, une monnaie locale ajoutant de la valeur à l'économie luxembourgeoise. Le budget du CES est initialement alloué en euros. Un schéma de taxation progressif et attractif est le seul moyen direct de reconvertir des CC en euros (qui sont alors soustraits du budget du CES avant le retour au SES). Les transactions sont tracées par une blockchain qui évite certains problèmes. Le budget CES est financé par des institutions, des groupes publics/privés et des individus.

8 Chang, Ha-Joon. 2014. *Economics. The User's Guide*. New York: Bloomsbury Press, 224-225.

9 Ibid, 222.

10 Stiglitz, Joseph E. 2012. *The Price of Inequality*. New York: W. W. Norton & Company, 32.

Le bien-être durable et un futur antifragile requièrent un CES qui soit ancré dans une économie solidaire et éco-responsable. Il se doit donc d'être indépendant, dynamique, régulé, puissant, stable, sûr et durable (cf. Fig. 2).¹¹ Deux préalables rendent possible l'adoption et le bon fonctionnement du CES: le respect de réglementations claires et la transparence. La plate-forme CC applique des règles telles que l'intérêt négatif ou les coupons CC "vieillissent" et "fondent" s'ils ne sont pas dépensés endéans un certain délai.¹² La plate-forme récupère les fractions de coupons inutilisés et les recycle sous forme de nouveaux coupons prêts à retourner dans le CES. Au contraire des systèmes cryptomonnaies, aucun participant ne reste inconnu dans la plate-forme. Toutes les transactions sont publiquement consultables; pourtant, la privauté des données sera garantie en accord avec la législation afférente. Le cadre légal d'usage des CC sera clarifié d'emblée.

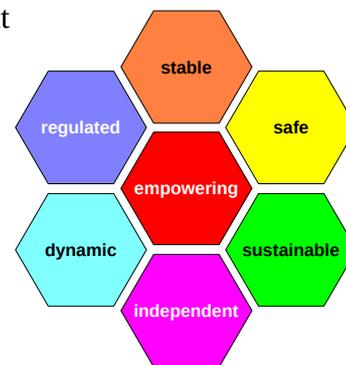


Fig. 2. Qualités du CES

Le CC est une aide sociale qui tend à améliorer le bien-être. Les coupons s'ajoutent au revenu de soutien octroyé aux pauvres pour favoriser une augmentation de ce qu'ils reçoivent en produits et services. Au contraire des euros, les coupons CC ne quittent jamais l'économie du Luxembourg et servent de monnaie purement sociale. Comme le disent Lietaer et Dunne, une monnaie sociale est "destinée à être dépensée et non épargnée"¹³ et cela influe sur les relations sociales. Le CC est conçu dans l'esprit du bien commun et de l'équité inter-générationnelle pour que, toutes et tous, nous prenions à coeur la durabilité dans nos vies économiques et sociales, que nous réveillions l'éco-responsable qui est en nous en privilégiant l'accès aux produits et services locaux et en protégeant l'environnement, que nous nous réappropriions le sens de la vie en communauté en nous souciant des besoins des autres et qu'ainsi nous soyons mieux préparés aux difficultés à venir. Le CC récompense l'aptitude à vivre sur les principes de durabilité en préservant le capital écologique commun et en créant une meilleure société. Guidé par nos principes de justice sociale, un sentiment durable de dignité et de capacité à participer à la vie sociale peut être rendu à ceux qui vivent dans la quasi-pauvreté et le dénuement, en leur donnant ainsi une voix.

En bref, le CC ajoute à la diversité économique du Luxembourg et promeut la création de valeur (et non celle de dettes). Le CC fournit donc un moyen viable de prendre en charge les besoins des plus démunis et, pour tous, un outil pour se forger une vie meilleure. Voyons comment arriver à cela.

3. Le Capability Coupon – Comment ?

L'histoire des monnaies complémentaires compte nombre de réussites. L'une d'elles, le Wörgl, du nom d'un village autrichien, donna lieu à un miracle économique (le quasi plein emploi en pleine récession) entre 1932 et 1933. Hélas, après treize mois, et malgré l'apport social, le gouvernement a bloqué le Wörgl à la demande de la Banque Centrale écrasée sous la pression des lobbies s'opposant au système.¹⁴

Aujourd'hui, les monnaies communautaires sont nombreuses, nées durant la crise économique ou créées pour des besoins locaux et l'amélioration du quotidien. Au Luxembourg, depuis 2013, le Beki est utilisé dans le canton de Redange pour le développement communautaire. On retrouve cette notion de développement communautaire dans le WIR, une monnaie complémentaire suisse créée en 1934 à la suite de la dépression économique mondiale.¹⁵ On lui attribue une part de la bonne stabilité économique (ou "antifragilité" dans le vocable de Taleb) de la Suisse.¹⁶ Or, notre revue préliminaire de la littérature ne relève pas de monnaie complémentaire luxembourgeoise spécifique à la réduction de la pauvreté.

11 Ces caractéristiques sont expliquées dans notre rapport "Welfare State Luxembourg 2.0 (a work in progress)".

12 Ce concept appelé "démurrage" peut être vu comme une charge liée au temps (soit, un intérêt négatif) ou un ticket de parking à payer sur l'immobilisation de l'argent. Ce principe est tiré de la théorie de l'argent libre par Silvio Gesell.

13 Lietaer et Dunne. *Rethinking Money*, p. 68.

14 Voir Lietaer, Bernard. *The Future of Money*.

15 Ibid.

16 Beard, Philip et Tobias Studer. 1998. "WIR and the Swiss National Economy." (téléchargeable en ligne).

3.1 Budgétisation du CES et de la Plate-Forme Capability Coupons

L'argent remplit simultanément des fonctions qui diffèrent et se contredisent. "L'argent [...] pour acheter un pain à la boulangerie est complètement différent du gros capital qui s'échange sur les marchés boursiers."¹⁷ Aussi, une part importante de la masse monétaire n'entre pas dans l'économie réelle (qui, par exemple, aux États-Unis, se réduit à 15% du total) mais reste dans un système financier qui fonctionne en boucle fermée.¹⁸ Le CC vise à circuler comme moyen d'échange pour, par exemple, l'achat de nourriture, ce qui diffère de l'argent utilisé comme objet de spéculation pour l'enrichissement personnel.

L'argent sert à donner une valeur aux biens et services. D'ordinaire, sa valeur est garantie par un capital réel (des actifs, des produits de base tels que le temps, du terrain ou de l'immobilier, de l'or), ou par la confiance.¹⁹ En essence, une monnaie fiduciaire (ce compris l'euro) ne représente rien de plus que la confiance en ceux qui déclarent légal ce moyen de payer. L'euro est créé par la dette et accepter une dette en paiement est *in fine* une question de confiance dans le système bancaire et, si les banques tombent, dans le gouvernement qui souvent les renfloue. Pourtant, par design, l'euro est une pièce centrale du SES. De même, dans la phase initiale du CES, l'euro joue un rôle essentiel comme expliqué ci-après.

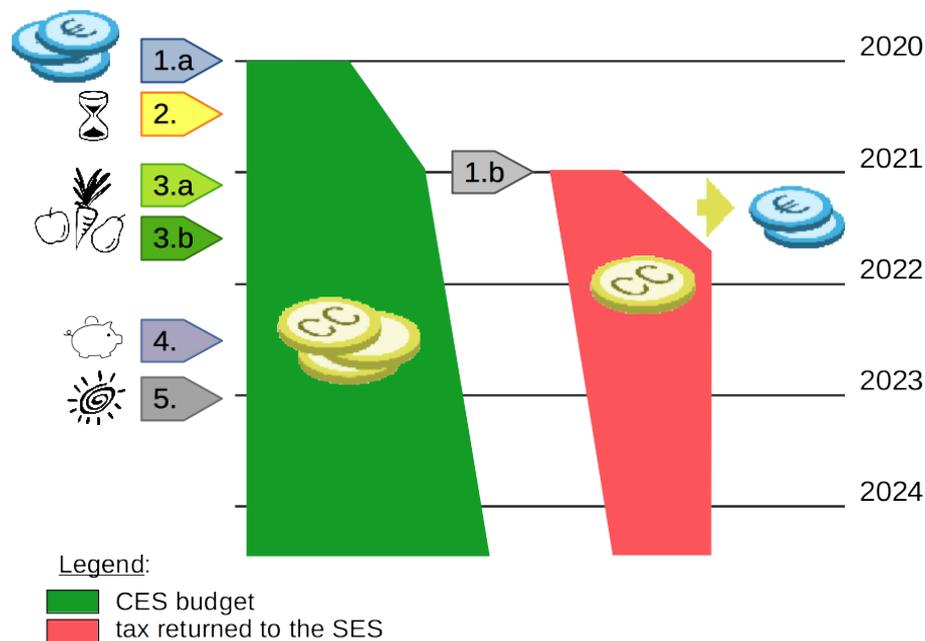


Fig. 3. Les trois premiers types d'apport au budget de la plate-forme Capability Coupons supportent les biens et les services d'aide sociale opérés au sein du Complementary Economic System (CES)

Dans la phase initiale, pour atteindre le premier objectif d'amélioration du standard de vie des nécessiteux, nous suggérons que le CES fasse meilleur usage des programmes sociaux existants. Une part de ces budgets (en euros) devrait se voir convertie en Capability Coupon (CC) ; s'y ajouteraient les autres contributions personnelles (en euros) via un processus identique (cf. Fig. 3, entrée 1.a). Cela signifie donc que, dans un premier temps, le budget CC serait supporté par de l'argent issu de la dette. Ce type de financement est vulnérable et doit être consolidé dans une perspective d'antifragilité. Toutefois, cela reste une manière rentable et dynamique de mettre le CES en place et c'est essentiel pour capturer rapidement les synergies possibles entre les parties-prenantes. Un plan de taxation rendu attractif par des incitations fiscales est central pour mobiliser les ressources et intéresser les fournisseurs de biens et de services à participer au CES. Dans ce schéma, les taxes provisionnées en CC (cf. Fig. 3, entrée 1.b) sont converties en un montant équivalent en euros et prélevées sur le financement. Au contraire du Beki de Redange, les coupons CC ne sont pas convertibles en euros en dehors du plan de taxation.

17 Traduction des mots de Michael Ende dans le programme NHK "Michael Ende on the Money-go-Round" en 1999.

18 Voir le travail d'Adair Turner.

19 Lietaer et Dunne. *Rethinking Money*.

Il doit être clair que la plate-forme CC est un système à but non lucratif. Donc, dans la deuxième phase de budgétisation, une partie de la valeur créée (par exemple en recyclant des parts “fondues” de coupons inutilisés) ou déduite (par exemple, via une taxe de 1% sur chaque transaction) dans le CES est réutilisée non seulement pour financer les incitations fiscales, mais aussi pour récompenser les individus pour le temps consacré pour le bien collectif (cf. Fig. 3, entrée 2). Cela peut aider les programmes visant à réengager progressivement les pauvres dans une activité dans laquelle leur temps est valorisé (cf. Fig. 4).

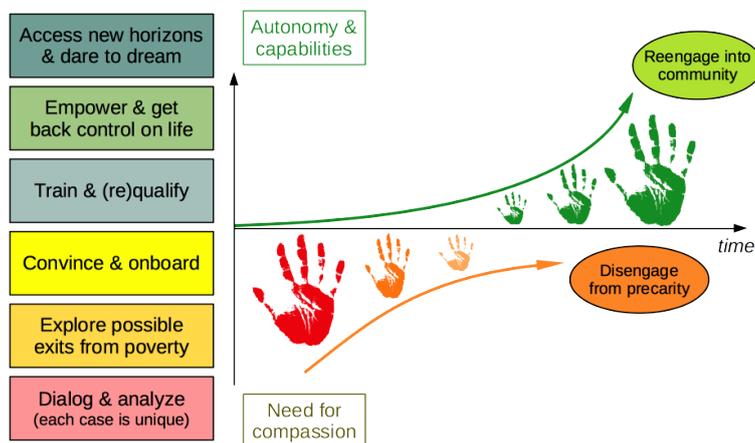


Fig. 4. (Ré)engager les Mal-Nantis (p.ex. en Urban Farming)

La troisième phase nécessite du temps et des ressources pour contribuer au CES car elle se base sur la nature (pour cultiver des fruits et légumes) et sur des accords entre l’État, les villes et les locataires de potagers publics devant être inscrits dans le système CC.²⁰ Au cours de cette phase, le budget du CC est soutenu par la terre et l’environnement pour rendre l’économie plus “verte” (cf. le Rentenmark de l’après Weimar)²¹ ou pour accentuer l’approvisionnement écologique et local. Pour commencer, les autorités demandent à percevoir les loyers des potagers publics en CC (cf. Fig. 3, entrée 3.a). Les locataires peuvent vendre leurs produits payables en CC. De même, les propriétaires de jardins potagers privés, s’ils s’inscrivent dans le CES (attirés par des incitations stimulant l’économie “verte”), sont payés en CC (cf. Fig. 3, entrée 3.b). Ainsi, chacun peut accéder au CES et profiter de diverses sources de revenus en CC rendant plus écologique et locale une part de l’économie, ce qui contribue à la prévention de la pauvreté.

Augmenter le budget du CC n’est pas une fin en soi. L’objectif est qu’il soit équilibré pour fournir de meilleurs niveaux de biens et de services aux ménages à faible revenu, en réinvestissant dans leurs moyens de gagner leur vie. La prise de conscience croissante du public vis-à-vis du CC ainsi que des problèmes liés à la pauvreté, à la société vieillissante et à l’environnement ouvriront la voie à des budgétisations plus variées au fil du temps (comme suggéré par les entrées 4 et 5) afin de devenir une véritable richesse, en particulier pour les personnes et leurs capacités.²² Quand le CES atteindra sa masse critique en terme de budget et de volume de transactions, la sécurité économique engendrée prédisposera naturellement chacun à dépenser ses euros (au lieu de thésauriser) dans le SES pour les possibilités uniques que ce système peut offrir.

3.2 Gouvernance

Compte tenu des leçons tirées du passé, le CES doit éviter toute ingérence limitant la capacité du gouvernement à utiliser ce médium pour fournir une protection sociale. À cette fin, il devrait être totalement exempt de spéculation financière et le CC doit être limité aux transactions domestiques au Luxembourg.

Sur le plan pratique, le système CC démarre modestement, d’abord comme un projet de recherche et de développement qui s’adresse principalement aux plus démunis (comme les non-bancarisés, les sans-logis et les familles monoparentales) en se concentrant sur les éléments de base qui améliorent de façon tangible leur vie quotidienne. Il se développera ensuite de manière organique pendant la transition vers le CES au travers des réseaux locaux de petits acteurs éco-responsables et des services publics.

Au plan stratégique, pour garder la confiance du public et assurer la transparence, il faut impliquer différents types d’acteurs pour guider et influencer sur la gouvernance du CES. Le gouvernement, les ONG, les autorités locales, la société civile et des groupes (associant ceux qui travaillent en première ligne, les per-

20 Le Gouvernement vient de dévoiler son programme d’Urban Farming très complémentaire à cette proposition.

<<http://urbanfarming.lu>>

21 Après la Grande Guerre, sans or pour soutenir la monnaie nationale, le *Papiermark*, l’Allemagne affronte l’hyperinflation et une crise économique majeure ; le salut vient du *Rentenmark* soutenu par la terre louée à l’agriculture et aux entreprises.

22 Pour inspiration, lire le document complémentaire “Diversifying the budget of the Capability Coupons Platform.”

sonnes vivant dans la pauvreté, des experts, etc.) devraient discuter ensemble régulièrement des priorités et des orientations en matière d'allocation et de conditionnalité du CC (pour aboutir à des choix collectifs fondés sur un processus de prise de décision raisonnée). Une autorité de pilotage agit dûment, synthétise et formalise les résultats des débats, ratifie les décisions et les transmet au niveau opérationnel.

Au niveau opérationnel, une entité dédiée s'occupe des nombreux aspects du fonctionnement quotidien du CES. Cela comprend la transposition en actions des décisions du comité de pilotage, la mise en place et l'organisation d'un réseau de prestataires de services participants, etc. Cette entité clé doit être une institution à but non lucratif (par exemple, un Luxembourg Institute ou une "Fondation").

Au niveau technique, le cycle de vie du CES sera soutenu par un écosystème de participants (des utilisateurs de CC, un réseau de fournisseurs de services et de créateurs d'opportunités, de praticiens, etc.), de ressources numériques (les coupons CC, les logiciels de découverte de services et de paiement en CC, l'accès au portefeuille numérique, les algorithmes de stockage et d'exploitation, etc.) et puis de l'infrastructure (accès Internet et réseau IoT, des ordinateurs de type serveur et les fournitures associées).

Pour les entreprises, les tâches de base telles qu'imprimer des étiquettes de prix en CC, enregistrer des transactions en CC dans un système comptable, etc. sont des problèmes techniques qui nécessitent des réponses rapides et efficaces. L'absence d'un support adéquat constituerait un obstacle de facto à l'adoption du système, ce qui limiterait l'efficacité, la pertinence et le développement du CES. Il est donc de la plus haute importance que l'institution qui opère le système CC propose des moyens de supprimer ces obstacles.

Au niveau individuel, pour la plupart des participants, l'accès aux services CC peut se faire aussi facilement qu'en utilisant une application mobile bancaire moderne. Pour les autres, cela peut être aussi simple que d'appeler un taxi. Qu'elle soit utilisée directement ou via un proxy, l'application proposera tout d'abord cinq services: un moteur de recherche puissant (pour localiser les biens et les services), un coin d'échange de services, un portefeuille sécurisé de CC, un tableau de bord et un assistant personnel.

En résumé, pour que le CC soit largement adopté et utile, le système doit être doté de structures et de processus (de gouvernance et de fonctionnement) adaptés à la diversité des besoins, des tâches et des problèmes rencontrés dans la vie quotidienne du CES.

3.3 Comment Structurer les Bénéfices et Services du CC

Dans un effort concerté pour s'attaquer durablement au problème de la pauvreté et, plus généralement, aux déficits de capacités, le comité de pilotage élabore un plan directeur évolutif pour "un programme à base élargie, orienté vers la liberté, non pas dans le seul but de protéger la liberté, mais aussi dans le sens de fournir un soutien social aux libertés fondamentales que les gens ont des raisons de valoriser" (p.ex. le droit de ne pas être affamé ou en mauvaise santé).²³ Il est sage de s'en tenir à cette vision directrice. Le plan décrit un ensemble de chantiers concrets consolidant les initiatives de terrain existantes ou émergentes. Pour chaque chantier, des objectifs doivent être proposés relevant des programmes "déterminés par un processus de choix social démocratique."²⁴

Dans ce cadre, le comité de pilotage doit trouver des sponsors partageant des objectifs similaires et, avec eux, définir les buts à atteindre en termes d'apports et de services à procurer. Une liste d'indicateurs de performance (KPI) devrait être proposée²⁵ pour évaluer, pour chaque objectif, le niveau atteint et les contributions en termes de valeur sociale et de valeur morale.

Sur base du concept d'économie stable établi par Herman Daly,²⁶ les communautés peuvent, par exemple, développer des capacités de production de biens et de services de base (tels que des produits agricoles, par exemple) en synergie avec le projet d'Urban Farming de Luxembourg. Pour financer cet

23 Sen, Amartya. 2013. "The Ends and Means of Sustainability." *Journal of Human Development and Capabilities* 14: 10.

24 Ibid.

25 Les auteurs proposent de prévenir la prévalence des vues technocratique et financière par une liste de KPI construite et ajustée par une consultation multidisciplinaire incluant des experts du terrain et des autorités morales de référence.

26 Daly, Herman. 2016. *From Uneconomic Growth to a Steady-State Economy*. Massachusetts: Edward Elgar Publishing.

effort, les sponsors s'engagent à contribuer au budget par un soutien financier en euros ; l'équivalent en coupons CC (unités de valeur) est émis pour le renforcement des capacités. Voyons comment.

Prenons le cas d'Anna, une femme âgée et handicapée dont la pension est faible. Comme l'atteste son médecin, elle ne peut effectuer elle-même certaines tâches du quotidien (faire les courses, préparer le repas, se rendre à un rendez-vous chez le médecin). Sa situation est rapportée au comité qui débat des allocations de CC. L'autorité exécutive suit l'avis du comité de pilotage et accorde à Anna une indemnité complémentaire mensuelle de 500 CC. Anna demande l'aide de Bob en contrepartie de coupons CC. Pour recevoir et utiliser des CC, Anna et Bob doivent être inscrits dans le système CC au même titre que tout acteur du CES opérant des transactions en CC. Ainsi, les coupons circulent progressivement en fonction des besoins d'amélioration des capacités.

À son tour, Bob utilise les CC pour acheter des légumes bio produits localement. Dans ce système, comme chacun peut gagner des coupons en se livrant à une activité "verte" (p.ex. en participant au plan de recyclage de déchets organiques, en s'occupant de jardins communautaires ou encore en plantant des arbres), les coupons passent à Claire, une jardinière communautaire qui paie ainsi les frais de crèche de sa fille de 5 ans à la maison relais toute proche. Là, David dépense les CC auprès d'entreprises locales (participante au système) afin d'équiper l'accès au centre d'une rampe pour fauteuils roulants et d'y faire installer un chauffage à énergie renouvelable. À la fin de cette chaîne économique, les responsables de ces sociétés, Emilie et Fred, acceptent les paiements des services en CC et paient leurs taxes en CC.

C'est ainsi que les personnes et les organisations participant au CES sont naturellement amenées à prendre des dispositions pour le bien de l'ensemble de l'écosystème : l'environnement, les plus vulnérables et le grand public. Bien sûr, des règles doivent être établies pour l'utilisateur du système CC (conditions d'octroi des aides, protection des données, etc.) et pour ceux qui le supportent (code de déontologie, etc.).

Pour relever les défis de l'injustice sociale et de la crise environnementale, il est nécessaire que le gouvernement agisse de manière énergique et qu'il exerce un leadership politique à tous les niveaux. Pourtant, le CC n'est pas "une affaire d'élite" mais un mouvement populaire de masse en faveur d'une distribution plus large de la richesse. Le système CC doit coexister avec des politiques égalitaires²⁷ visant à améliorer la répartition, notamment les transferts sociaux aux travers de l'imposition progressive, de salaires décents pour un bon travail, de la construction de logements sociaux en suffisance et ainsi de suite, afin de prévenir les inégalités et les injustices flagrantes. Pour asseoir sa légitimité, le système CC doit s'appuyer sur les processus décisionnels démocratiques permettant d'intégrer les besoins des plus démunis. Nous devons éviter d'imposer une planification descendante (ou "top-down") au système CC et veiller à donner la parole à ceux au nom desquels des décisions sont prises.

En bref, avec ses coupons digitaux, le système CC est conçu pour aider à renforcer le pouvoir de redistribution de l'État-providence afin d'atteindre l'objectif de réduction de la pauvreté annoncé par le politique. Il permet à tous de partager le coût de transformation vers une société durable dans un esprit de solidarité et de justice sociale. L'économie de l'après-pétrole nous obligera très probablement à reconsidérer les besoins fondamentaux et notre capacité de production pour assurer la sécurité humaine et la qualité de vie. Pour éviter de créer de la dépendance vis-à-vis d'aides et de ressources extérieures, le CC doit être utilisé dans le but de renforcer les capacités humaines afin que les personnes puissent finalement devenir autonomes. Le CC peut aussi servir à subventionner des activités de soutien à l'environnement et aux réinvestissements du secteur public pour améliorer la protection sociale, conformément à l'Accord de Coalition 2018-2023.

3.4 Relever les Défis de la Protection Sociale et de la Durabilité Environnementale

Les experts de la NASA notent que 2018 a été la quatrième année la plus chaude jamais enregistrée.²⁸ Parallèlement, l'impact du changement climatique sur l'économie mondiale s'accroît (et se chiffre, par exemple, à 91 milliards de dollars de perte estimée rien qu'aux États-Unis)²⁹ ; cela suggère que l'inertie,

27 Voir l'analyse complémentaire de Thomas Piketty :

<<https://www.lemonde.fr/blog/piketty/2019/07/09/la-creation-monetaire-va-t-elle-nous-sauver/>>

28 <https://www.nasa.gov/press-release/2018-fourth-warmest-year-in-continued-warming-trend-according-to-nasa-noaa>

29 https://www.nasa.gov/sites/default/files/atoms/files/noaa-nasa_global_analysis-2018-final_feb6.pdf

voire l'inaction, dans la mise en œuvre d'une économie "verte" engendre un coût prohibitif. Nous devons donc prendre au sérieux la menace du changement climatique et commencer par décarboner notre économie en profondeur par des processus qui, comme en témoignent, par exemple, les rapports du Shift Project et du Rocky Mountain Institute du Colorado, servent la création d'emplois et, ainsi, favorisent une budgétisation à l'épreuve des catastrophes.

Au Luxembourg, le politique peut pousser davantage la transformation vers des énergies plus propres en adoptant des méthodes plus innovantes (en technologie, régulation, éducation et mesures de valorisation sociale) pour créer de nouveaux types d'emplois accessibles à tous et de nouvelles valeurs.³⁰



Fig. 5. Aperçu de ce à quoi peut ressembler l'Économie Verte en terme de facteurs influant et d'impacts

Nous recommandons également de traduire dans la pratique l'idée de "décroissance" de Daly car le Luxembourg a déjà adopté de telles initiatives en faveur de la durabilité environnementale (p.ex. en favorisant le "sans emballage" tel qu'observé dans des magasins comme OUNI et LUSH ou en conditionnant le recours à l'emballage plastique ou en initiant l'Urban Farming). De telles projets doivent se multiplier.

30 Pour inspiration, lire le document complémentaire "The Story of a Green Box and Other Use Cases."

Sur le plan économique, initier des projets inclusifs, engageants (vers un avenir s’assainissant) et construits pour être durables dans le respect de certaines valeurs (que portent même, à présent, les plus jeunes générations) créera de vastes possibilités de renforcer la sécurité économique et, du point de vue social, permettra d’accroître le bien-être humain. Le tableau ci-avant (cf. Fig. 5), bien que volontairement limité à une demie-douzaine de facteurs influant sur la durabilité du paysage écologique (cf. colonne de gauche), montre de nombreux impacts socio-économiques découlant de l’enclenchement d’une économie “verte” et met en évidence le cercle vertueux qu’une telle politique invite naturellement. Il est clair qu’activer un plan fédérant de tels projets nécessite l’engagement de moyens financiers conséquents. Toutefois, et c’est un point clé de notre approche, le coût opérationnel restera sous contrôle si le financement, des facteurs de départ aux impacts intermédiaires et finaux, s’opère en Capability Coupons.

4. Obstacles Potentiels Prévisibles à Surmonter et Perspectives de Gains

Parce que ce type d’effort pour mettre en place un système décentralisé permettant de se réinventer socialement serait une première au Luxembourg, il pourrait essuyer des critiques sévères, des opinions méprisantes, voire des reproches ou juste de l’indifférence. Résistance au changement et obstacles sont souvent présents dans ce genre d’entreprise. Pourtant, en tirant parti de l’expérience et de l’aide d’associations déjà en place, nombre de défis peuvent être surmontés. La réduction de la pauvreté repose sur une infrastructure adéquate et une volonté politique de souligner l’importance de la finalité sociale du CC pour le légitimer et obtenir l’adhésion du public au système de coupons digitaux. À cet égard, il est utile d’adopter une variété de supports tels que les quotidiens, les magazines ou encore les réseaux sociaux. L’éducation communautaire est également importante pour informer les personnes de leurs droits à une source de revenu additionnel et les encourager à créer des communautés intégrant le respect de l’environnement. Pour ce faire, nos dirigeants politiques doivent engager des débats publics sur le CC et le bien-être social.³¹

4.1 Notre Différence

Créer de l’argent semble un remède radical. Pourtant, des universitaires, des législateurs et des intellectuels (Michael Ende, par exemple) ont déjà proposé une solution non standard similaire.³² Adair Turner, universitaire, décideur politique et ancien président de la Financial Services Authority du Royaume-Uni, recommande la création d’argent libre de dette (comme le Wörgl) pour financer les déficits du gouvernement, bien qu’il admette qu’il soit incroyablement difficile de choisir “Entre la Dette et le Diable”, d’où le nom de son livre. Turner écrit: “Mes propositions vont horrifier nombre d’économistes et décideurs, en particulier les banquiers centraux ... ‘imprimer de la monnaie’ pour financer des déficits publics est une politique tabou. Cela a, en effet, presque le statut de péché mortel.”³³ Certains peuvent aussi faire part de leurs inquiétudes concernant l’hyperinflation découlant de l’impression outrancière de monnaie, en se référant à la République de Weimar, au Zimbabwe ou à d’autres pays.³⁴

Une différence cruciale distinguant notre proposition de toutes les autres est sa vision directrice. L’éthique de Sen travaille au service du peuple et non de l’économie (comme simple moyen d’atteindre un but humain).³⁵ Lietaer et Dunne notent que les financements issus de la société “tendent à aller vers les business qui procurent les plus grands avantages pour la communauté”³⁶ et que le plus remarquable réside dans la nature même de la monnaie sociale qui “Contrairement à la monnaie ordinaire, ... coule là où elle

31 Aider les groupes les plus vulnérables à accéder au système CC nécessite de former soit les intéressés directement pour qu’ils surmontent la fracture numérique et accèdent à leurs droits, soit des intermédiaires qui seront responsabilisés et entraînés à fournir, de façon professionnelle et dans le respect du code de déontologie (par exemple, droits de l’Homme, la confidentialité), l’aide et l’accès aux services CC pour les autres, afin de surmonter l’exclusion numérique.

32 Parmi eux, on trouve, par exemple, Milton Friedman, Ben Bernanke, Jeremy Corbyn et Marine Le Pen.

33 Cassidy, John. 2015. Printing Money. *New Yorker*.

<<https://www.newyorker.com/magazine/2015/11/23/printing-money-books-john-cassidy>>;

<<https://www.imf.org/external/np/res/seminars/2015/arc/pdf/adair.pdf>>

34 Ibid.

35 Le concept de libertés de la CA doit être différencié des impératifs néolibéraux de libertés économiques (p.ex. la notion de Milton Friedman de *Free to Choose* (libre de choisir).

36 Ibid, 194.

est la plus nécessaire.”³⁷ Cette création de monnaie ne consiste donc pas à enrichir quelques-uns au détriment de la masse mais à profiter aux simples citoyens et à (ré)investir dans le développement humain, notamment l'emploi, la santé, l'innovation et le bien-être.

Il est clair que ce document ne s'appuie guère sur l'orthodoxie économique et, en particulier, sur les hypothèses néolibérales et leurs évaluations. Comme le relève l'économiste de Cambridge, Ha-Joon Chang : “L'économie est trop importante pour être laissée aux seuls économistes professionnels.”³⁸ Il est bon de noter qu'un autre économiste, Herman Daly, donne également un conseil très similaire.³⁹ Dans ce projet, pour élargir nos perspectives, nous apportons divers profils de compétences et d'expériences issus du Luxembourg et d'ailleurs. Il convient de noter que l'industrie a récompensé l'équipe technique qui soutient cette proposition pour sa créativité et sa capacité à innover dans la résolution de problématiques complexes relevant de divers domaines (p.ex. l'éducation, l'environnement, la santé). Nous savons que la mise en place du système de CC est une entreprise multidisciplinaire qui, pour réussir, nécessite un travail d'équipe fécond et solide. L'équipe doit devenir interdisciplinaire afin de pousser au maximum le potentiel réel du bien social collectif et des capacités d'innovation du Luxembourg.

Nous voyons dans le CC une occasion historique d'ouvrir une nouvelle porte vers des prestations sociales visant les plus démunis et une opportunité d'impliquer le public dans la transition écologique sans accroître la dette. Comme on le sait, des expériences de revenu de base universel ont été ou sont encore menées par certaines autorités (p.ex. en Finlande, en Ontario au Canada, à Livourne en Italie et dans différentes villes des Pays-Bas).⁴⁰ Compte tenu de nos expériences passées, nous sommes confiants que cette entreprise numérique et humaine a le potentiel d'essaimer et de trouver des relais dans le monde entier pour devenir, au final, une alternative viable aux subventions gouvernementales ou aux paiements publics en espèces. En tant que laboratoire vivant, le Luxembourg, au carrefour de l'Europe, a la possibilité de montrer la voie à suivre dans ce domaine pour assurer un avenir durable.

4.2 Échéances Pressantes

Dans la pauvreté, l'urgence est là, en permanence. Pour le climat, l'urgence est là. En tant que collectif, nous n'avons plus le luxe de voir si les choses s'amélioreront d'elles mêmes. Pourtant, même si (ré)agir est de notre responsabilité collective, tout le monde n'a pas le même pouvoir et impact en la matière.

À notre avis, à l'instar de l'initiative Luxembourg Urban Farming lancée récemment par le Gouvernement, cette proposition nécessite la planification de divers aspects : social, juridique, économique, technologique, commercial et opérationnel. À ce stade (07/2019), aucune feuille de route n'est arrêtée.

Toutefois, selon l'agenda de l'initiative Urban Farming (UF), les adaptations de la législation et des codes administratifs afférents commencent au plus tard en 2019. Certains aspects de notre proposition étant liés à l'UF, nous pensons que, dans le cas d'un intérêt marqué, inclure dès que possible ces aspects dans la réflexion sur la législation (nouvelle ou révisée) aurait du sens.

37 Stodder, James et Bernard Lietaer. 2016. “WIR Currency — Reinventing Social Exchange.”
<<http://patternsofcommoning.org/wir-currency-reinventing-social-exchange/>>

38 Chang. 2014. *Economics. The User's Guide*, 331.

39 Nous séparons les pratiquants de l'*oikonomia* (économie vue comme une philosophie morale) des pratiquants de la chrématistique (la science de la richesse). Notre intérêt porte sur les premiers visant l'utilité pérenne ; cf. Daly, Herman. 2009. “Incorporating Values in a Bottom-Line Ecological Economy.” *Bulletin of Science, Technology & Society* 29: 5.

40 Harari, Yuval Noah. 2018. *21 Lessons for the 21st Century*. London: Penguin Random House, 38.

5. Conclusion

Partout, les gouvernements font face à maints nouveaux problèmes sociétaux et environnementaux qu'ils tentent de résoudre par divers moyens. Bien que le Luxembourg se porte plutôt bien (surtout sur le plan économique) en ce moment, nous estimons que cette relative stabilité ne met pas le pays à l'abri des difficultés qui sont sur le point de se présenter (tels que la crise énergétique / pétrolière, les futures crises du secteur financier, les changements climatiques, une population vieillissante et l'inversion de la pyramide des âges, le fossé se creusant entre riches et pauvres, ou encore les migrations économiques, politiques et climatiques à venir). Pourtant, le Luxembourg est un exemple et un moteur pour l'Europe et il a le potentiel d'innover pour résoudre ces problèmes ou, à défaut, contribuer à leur résolution.

L'euro, malgré ses défauts,⁴¹ est essentiel à la cohésion de l'Union Européenne. Toutefois, opérer des monnaies complémentaires au niveau local a du sens en tant que soutien social pour offrir une vie meilleure à tous et renforcer les capacités (non seulement celles des générations actuelles, mais aussi celles des générations futures).

Dans ce document, nous avons décrit l'opportunité de mettre en place un système économique complémentaire conçu dans le but de fournir une plate-forme systémique pour mettre fin à la pauvreté. En son centre, les Capability Coupons cherchent à créer un ressort nouveau pour la finance solidaire et à offrir une nouvelle envergure à la sécurité sociale dans l'espoir d'améliorer la vie au Luxembourg.

Nous sommes fermement convaincus que cette proposition peut jeter les bases d'une économie "verte" durable et d'une efficacité accrue du soutien social, de sorte que nous puissions relever les défis à venir et nous préparer aux crises et chocs futurs au sein d'un État providence devenu plus antifragile.⁴²

Remerciements

Nous témoignons toute notre reconnaissance à Vincent Porro, Guido Bosch, Marie-Jeanne Difino, Guillaume Osier, Paul Rippin et Anna Schlechter pour leur soutien et commentaires inestimables. Nous tenons également à remercier le Professeur Herman Daly pour ses encouragements.

41 Ainsi, l'Euro se prête bien aux spéculations financières et sa stabilité est mécaniquement liée à la croissance économique d'un monde fini où le climat, l'environnement et l'épuisement des ressources naturelles appellent tous à la décroissance.

42 Pour plus de détails sur les problématiques abordées, nous recommandons cette vidéo de NHK: "Michael Ende über Silvio Gesell und alternative Geldsysteme" <<https://www.youtube.com/watch?v=6E8he7kLkRM>>